



LES RÉGIONS DANS LA RÉPUBLIQUE

OUI AU RETOUR DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Face à la crise, l'intervention publique est nécessaire, pour protéger les emplois, aider les plus touchés et bâtir un système financier stable.

Les républicains demandent l'abandon des politiques libérales menées depuis 25 ans (concurrence, réduction du rôle de l'Etat) en France et en Europe par tous les gouvernements. Ce sont ces politiques qui ont provoqué la crise !

Le MRC considère que la principale mission de la puissance publique est de donner à nos concitoyens les moyens de leur avenir et une vie quotidienne sereine et de qualité. La construction de l'avenir – éducation, recherche, politique industrielle, formation – dépend de l'Etat et une large part de ce qui fait la vie quotidienne lui est rattaché. Mais une autre partie des éléments qui pèsent sur la vie quotidienne demande une action de proximité. **L'action des collectivités locales et parmi elles, celle des régions peut s'articuler utilement à celle de l'Etat au service de l'intérêt général.**

OUI À UNE DÉCENTRALISATION AU SERVICE DE L'INTERET GENERAL

Pour les républicains, la décentralisation ne se suffit pas à elle-même. Elle est néfaste quand elle transforme les régions en baronnies, quand elle accentue les inégalités territoriales et quand elle empêche notre Nation de se développer. **Mais elle est utile quand elle permet une meilleure action publique.** Dans ce cas, les collectivités doivent avoir des compétences claires et les moyens d'action qui en découlent.

Aujourd'hui le président de la République affirme vouloir réformer l'organisation territoriale de la France. C'est un alibi pour camoufler les intérêts électoraux de l'UMP et la diminution des services publics. **Mieux organiser la République est une exigence d'intérêt général.**

Mais le projet de réforme territoriale initié par le gouvernement n'est qu'un outil supplémentaire dans le contexte de la restriction des dépenses publiques (RGPP) pour reporter sur les collectivités les compétences et les responsabilités qu'il ne veut pas gérer et assumer.

OUI À DES RÉGIONS STRATEGES

La décentralisation que souhaitent les républicains doit coordonner les différents niveaux de l'action publique pour sa plus grande efficacité au service des citoyens. Dans cette définition, les collectivités locales, les régions, la région capitale, vont avoir un rôle majeur dans la sauvegarde de l'équilibre et de la cohésion de notre société.

Un rappel : les collectivités locales réalisent 70 % des investissements publics chaque année en France.

Les régions doivent éviter le saupoudrage et se concentrer sur leurs fonctions essentielles.

Les compétences stratégiques des régions dans les domaines du **développement économique, des transports, du logement, de la formation, de la recherche et de la sécurité devraient être renforcées**, ainsi que les coopérations interrégionales sur des objectifs précis.

Pour le MRC, ces compétences stratégiques sont essentielles pour permettre aux régions françaises de **continuer à concilier, face à la crise, les exigences du développement économique, de la solidarité et du développement durable.**



Le MRC

Le Mouvement Républicain et Citoyen,

présidé par Jean-Pierre Chevènement, rassemble les citoyennes et les citoyens qui veulent fonder le renouveau de la vie publique sur les principes de la République : liberté, laïcité, égalité des droits et des devoirs, justice sociale, fraternité, raison et progrès humain.

Face à la crise du capitalisme financier, le MRC affirme une exigence progressiste et républicaine. Il affirme que la souveraineté du peuple est l'outil de la liberté et la condition du plein exercice de la citoyenneté. Face à la mondialisation financière, contraire aux besoins de l'humanité et à l'équilibre de notre planète, le MRC veut promouvoir l'indépendance de la nation, cadre naturel de la démocratie et un monde multipolaire. Il refuse de voir l'Union européenne devenir le relais de la mondialisation libérale et se prononce pour une confédération européenne, respectueuse des nations qui la composent.

Le MRC estime que l'intérêt général doit dicter l'effort du pays. Il agit pour ancrer dans la réalité les principes républicains et combat les obstacles posés à l'accomplissement de chacun et les inégalités fondées sur la fortune, l'origine, le sexe ou les convictions.

www.mrc-france.org

Je soutiens le Mouvement Républicain et Citoyen et souhaite prendre contact

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Courriel.....

Bulletin à renvoyer à :
MRC

3 avenue de Corbéra
75012 PARIS
01 55 78 05 40